

« Les projets politiques des wallons et flamands divergent de plus en plus ».

A quelques jours des élections en Belgique, Jean Faniel, politologue au CRISP, le Centre de recherche et d'information socio-politique à Bruxelles a décrypté la crise institutionnelle et linguistique que traverse le pays aux metronautes.

Bonjour à toutes et tous.

Nian : Bonjour. Où situez-vous l'origine de cette crise belge ?

La Belgique est un pays complexe, qui a connu plusieurs crises depuis son indépendance, en 1830. Sans remonter jusque-là, signalons que le français a longtemps été la seule langue officielle alors qu'il était parlé par 10 à 15% seulement de la population, essentiellement la bourgeoisie et l'aristocratie. Aujourd'hui, nous sommes face à l'aboutissement des revendications flamandes, qui ont progressé en près de deux siècles. Se greffent sur les questions institutionnelles des questions économiques. La Flandre est aujourd'hui une région prospère, à la différence de la Wallonie. Jusque dans les années 1960, c'était l'inverse. Les projets politiques des uns et des autres divergent aussi de plus en plus.



Vince : N'y a-t-il là qu'un problème linguistique ?

Non, les problèmes sont multiples et se croisent, s'ajoutant les uns aux autres. La répartition des richesses, la solidarité entre les différentes régions du pays et, au sein de celles-ci, de différentes sous-régions, sont également en cause. Les problèmes linguistiques sont une des facettes de la question, mais pas la seule. Ainsi, plusieurs partis politiques flamands (néerlandophones) souhaitent "détricotier" la sécurité sociale, qui est encore à l'heure actuelle fédérale (=nationale). C'est motivé par des considérations linguistiques, communautaires, mais aussi par un refus de continuer à payer, dans cette optique, pour aider les Wallons ou les Bruxellois, qui connaissent par exemple un taux de chômage plus élevé que les Flamands, du moins depuis le milieu des années 1970.

Mona : Donc la Flandre veut son autonomie comme ça on laisse la crise à la Wallonie ?

Ce n'est (heureusement ! ;-)) pas si simple et cette conception n'est en tout cas pas partagée par la totalité des Flamands, ni par la totalité des partis politiques flamands. Certains partis, dont la N-VA (Nouvelle alliance flamande), dont on parle beaucoup ces jours-ci et qui pourrait devenir la première force politique en Flandre, voire à l'échelle de la Belgique, souhaite à terme l'indépendance de la Flandre. Mais les principaux partis flamands (libéraux, socialistes et sociaux-chrétiens) ou les verts ne voient pas les choses de la même façon. Ils souhaitent accorder plus de pouvoir aux Communautés et aux Régions, c'est à dire aux entités fédérées de l'Etat fédéral belge mais sans aller jusqu'à une séparation.

Ouna : On a du mal à comprendre vu de France comment cette frontière linguistique empêche le vivre-ensemble. On peut bien avoir plusieurs langues non ?

Depuis le 19e siècle, le mouvement flamand a lutté pour faire reconnaître sa langue (c'est à dire le néerlandais, depuis 1864) comme seconde langue officielle. Cette revendication est passée à un moment donné par l'affirmation de cette langue dans les affaires administratives (rapports des citoyens avec l'administration municipale) dans une partie du pays, la région de langue néerlandaise (c'est à dire la Flandre, sauf Bruxelles, région bilingue même si elle est territorialement située en Flandre). Le français est la langue officielle dans la partie sud du pays. L'allemand l'est dans quelques communes de l'est. On a donc appliqué le principe dit de l'unilinguisme administratif. Par conséquent, les Flamands ont par la suite voulu faire respecter ce

principe. Ils ont en particulier mal vu le fait qu'un certain nombre de francophones quittent Bruxelles pour s'établir quelques km plus loin, en Flandre. Ils ont craint, un peu comme les Québécois par rapport aux anglophones, que l'extension des francophones menace progressivement leur langue, leur communauté, etc. C'est ce qui incite les partis politiques flamands à veiller à ce que l'usage du néerlandais soit maximal, surtout dans les communes autour de Bruxelles où vivent pourtant beaucoup de francophones.

Slovene : Mais à l'heure de l'Europe, de la mondialisation, de la crise etc... Comment la Flandre peut-elle espérer rivaliser ? C'est quoi le truc jouer l'isolationnisme ? Le repli communautaire, l'entre-soi ?

L'idée des partis flamands qui prônent le séparatisme (=l'indépendance de la Flandre), c'est une Flandre forte dans une Europe des nations. Donc, davantage de compétences pour la Flandre, davantage pour l'Union européenne et la disparition de la Belgique, qui n'en aurait plus.

Nol : La Belgique peut-elle disparaître ? Quelles réactions faudrait-il attendre de l'Europe ?

C'est une question qu'on nous pose souvent. En boutade, je dirais qu'aucun pays n'est éternel. La France n'a pas toujours existé et qui peut dire si elle existera encore dans cent ans ;-)

Blague à part, on parlait déjà de disparition de la Belgique en 2006 ou 2007 et elle est toujours là. Ce qui ne signifie pas que cette disparition n'arrivera jamais. Mais d'autres scénarios sont également possibles. Une refonte de l'architecture institutionnelle, revoyant le partage des compétences entre l'Autorité fédérale et les Communautés et Régions. On peut aussi imaginer qu'on aille vers une Belgique avec moins de compétences, et des Régions et Communautés exerçant l'essentiel du pouvoir. On aurait ainsi affaire à une Belgique "coquille vide". Mais il est difficile de prévoir ou de prédire vers quoi on va réellement aller.

En ce qui concerne l'Europe, l'UE n'a pas l'habitude de se mêler des affaires institutionnelles internes de la Belgique.

Truc : Je ne comprends pas toutes ces histoires de démission du gouvernement, pouvez-vous m'expliquer comment ça fonctionne par rapport à la France ?

Effectivement, quatre gouvernements se sont succédés en trois ans. Le principe global est qu'en Belgique, le mode de scrutin est proportionnel. Cela signifie que les résultats des élections attribuent les sièges en fonction du poids de chaque parti. Ce n'est pas celui qui arrive en tête qui rafle la mise, comme dans le mode de scrutin majoritaire pratiqué en France.

La conséquence est qu'un parti ne parvient jamais à remporter la majorité absolue des sièges. Il faut donc s'allier, créer des coalitions.

Depuis les années 1960-1970, les partis ne sont plus des partis nationaux mais des partis "communautaires". C'est à dire qu'on a un parti socialiste francophone et un parti socialiste flamand, un parti libéral francophone et un flamand, etc. Quelques petits partis sont encore nationaux mais ils pèsent peu. Dès lors, pour former un gouvernement, il faut mettre plusieurs partis autour de la table et il faut que ces partis soient majoritaires au niveau national et au niveau des deux communautés principales, côté flamand et côté francophone.

Le dernier gouvernement a été contraint de présenter sa démission parce qu'il était devenu largement minoritaire du côté flamand. Un des partis flamands membres du gouvernement avait en effet décidé de quitter le gouvernement pour marquer sa déception face au blocage des négociations institutionnelles en cours pour revoir le fonctionnement des institutions belges.

En revanche, le gouvernement précédent a présenté sa démission quand Herman Van Rompuy a été choisi par ses partenaires européens comme président du Conseil européen. Il s'agissait donc de le remplacer à la tête du gouvernement belge. Enfin, le gouvernement précédent était tombé fin 2008 dans le contexte de la crise financière et bancaire.

Nadal : Wallons Flamands sont donc comme un vieux couple qui n'arrive pas à s'entendre sur la procédure de divorce ?

Pas encore tout à fait. L'image d'un vieux couple est souvent utilisée. Mais on ne peut pas dire que tout le monde en soit (déjà ?) à vouloir régler les modalités du divorce. Certaines forces politiques ou sociales en sont plutôt à se demander comment ce couple peut se réorganiser pour continuer à vivre ensemble. Evidemment, si l'image est facile et symbolique, la réalité est un peu plus complexe. Notamment parce qu'il y a une petite partie de la population belge (environ 75.000 personnes sur 10 millions) qui parle allemand et parce que, à côté des Wallons et des Flamands, il y a aussi les Bruxellois (1 million, à 85-90% francophones).

Poto : Quel rôle joue le roi ?

Le rôle du roi a évolué avec le temps. Au cours des derniers soubresauts de la crise institutionnelle belge, il est apparu comme un acteur qui peut temporiser, éviter que les choses s'emballent. Il veille donc au bon fonctionnement de l'Etat et à ce que les négociations puissent reprendre quand c'est possible. Mais il est aussi parfois contraint de constater que les partis politiques ne parviennent pas/plus à s'entendre. Il n'est pas censé jouer un rôle personnel (la Constitution lui interdit cela). Il agit donc avec le consentement des partis politiques et sa marge de manœuvre est limitée. Cela ne signifie toutefois pas qu'il ne joue aucun rôle, mais c'est un rôle relativement discret et limité dans le cadre du fonctionnement politique de l'Etat.

Par contre, son rôle est public et plus visible du point de vue protocolaire, quand il se rend à l'étranger, reçoit des chefs d'Etat étrangers ou accomplit des visites dans le pays, lors de catastrophes ou d'événements plus Joyeux.

Nadal : Il n'est donc jamais légitime de parler d'un peuple Belge ?

Ce serait en effet inexact, Les opinions publiques sont relativement différentes. Tant du point de vue linguistique que culturel (Flamands et francophones ne regardent pas les mêmes médias, n'écoutent pas la même musique...) ou politique, Ce qui ne signifie toutefois pas qu'il n'y a pas aussi des personnes qui tentent de suivre l'évolution des deux principales communautés.

Nikita : Mais le roi ne symbolise-t-il pas cette entité belge ? Que deviendrait la monarchie en cas de disparition de la Belgique ?

En cas de disparition de la Belgique, plusieurs gros problèmes seraient à régler. C'est d'ailleurs aussi ce qui maintient la Belgique en place. Ainsi, il faudrait régler le statut de Bruxelles, que j'ai déjà évoqué. Cette région est essentiellement francophone (et aussi très métissée puisque plus de 160 nationalités y sont représentées) mais est historiquement flamande et située en territoire flamand. Il faudrait aussi répartir la charge de l'importante dette publique (environ 100% du PIB à l'heure actuelle). La place de la monarchie ferait aussi partie des discussions. Si la Flandre devenait indépendante, elle serait plus probablement une république, La famille royale actuelle règnerait-elle sur le Wallonie et/ou Bruxelles ? Mais quelle forme institutionnelle prendraient ces deux régions ? Seraient-elles rattachées à la France, comme certains petits partis politiques francophones le voudraient ? Difficile de dire ce que la monarchie deviendrait dans ce cas de figure...

Nikita : N'y a-t-il pas vraiment de clivage gauche/droite comme en France ?

Si, si, bien sûr. Les partis socialistes sont plus à gauche que les partis libéraux ou centristes social-chrétien, par exemple. Les deux partis écologistes (flamand et francophone) sont plutôt à gauche, Il existe aussi beaucoup d'autres partis, de l'extrême droite à la gauche anticapitaliste. Les questions institutionnelles se greffent sur ce clivage gauche-droite, ce qui complique la donne, puisque les clivages multiples se superposent et s'entrecroisent.

Frey : Le PS francophone a-t-il des chances ?

Depuis 1919 et l'introduction du suffrage universel masculin, le Parti socialiste (et ses ancêtres) est la première formation en Wallonie. Il n'a perdu ce statut qu'en 2007, au profit des libéraux, et les sondages annoncent qu'il devrait reprendre ce leadership. A Bruxelles, il a été brièvement premier et est plus souvent deuxième ou troisième, en fonction du résultat des écologistes. En Flandre par conte, les socialistes ont toujours été moins bien implantés. Dans cette région, c'est traditionnellement le parti social-chrétien qui a dominé le paysage politique. Mais cela a été moins vrai au cours de la dernière décennie. Tant le PS en Wallonie que les sociaux-chrétiens en Flandre ont vu leur influence s'éroder depuis la deuxième guerre mondiale. Ils ont réalisé leur plus mauvais score en 1999.

Poto : Qu'est-ce qui se dessine dans les sondages pour l'instant ?

Trois sondages concordants ont indiqué que la N-VA, parti nationaliste flamand (qui vise, à terme, l'indépendance de la Flandre), devrait être le premier parti flamand, avec 6 ou 7% d'avance sur le deuxième parti. Elle passerait ainsi de 13% aux élections régionales de 2009 à 25 ou 26% ! Cela mettrait ce parti au cœur des discussions pour la formation d'un nouveau gouvernement. Or les exigences de ce parti en termes de réformes des institutions sont assez fortes, notamment aux yeux des francophones. Du côté francophone, le PS devrait redevenir le premier parti en Wallonie, tandis que les libéraux resteraient en tête du côté francophone. Cela dit, les sondages ont montré par le passé qu'ils n'étaient pas toujours en mesure de prévoir le résultat réel des élections...

Pedro : Comment expliquez-vous la montée du nationalisme flamand ?

Depuis trois ans (les dernières élections fédérales), des négociations institutionnelles entre partis francophones et partis flamands sont en cours. Pendant ce temps, les uns et les autres ont joué au chat et à la souris en utilisant différentes procédures parlementaires pour ralentir ou pour accélérer les négociations. Au bout du compte, aucune réforme institutionnelle n'a pu être actée, ce qui a considérablement énervé les partis politiques flamands et une partie de leur électorat. Face à cela, la N-VA s'est présentée comme un parti qui pose des ultimatums aux francophones et qui, lorsqu'ils ne sont pas respectés, quitte la table des négociations.

Cette fermeté semble plaire à une partie de l'électorat. De plus, le leader du parti, Bart De Wever, passe fort bien dans les médias, notamment dans les émissions non politiques. Il a ainsi remporté plusieurs semaines de suite un jeu télévisé de questions de culture générale très populaire en Flandre.

Aline : C'est quoi la différence entre une Belgique confédérale et non plus fédérale comme le réclament les Indépendantistes wallons ?

Attention : ce sont les indépendantistes flamands qui réclament le confédéralisme, dans un premier temps. D'un point de vue scientifique, l'usage du mot confédéralisme est inadéquat. Le confédéralisme ne se pratique qu'entre des Etats indépendants. En Belgique, ce n'est donc pas le cas. Les partis qui en parlent utilisent plutôt ce terme pour désigner un fédéralisme approfondi. Les différences principales entre le fédéralisme actuel et ce fédéralisme approfondi ou confédéralisme

seraient de deux ordres. D'une part, les Communautés et Régions exerceraient toutes les compétences, sauf celles qui seraient clairement attribuées, de manière délimitée, à l'Autorité fédérale. Actuellement, c'est l'inverse : Communautés et Régions n'exercent que les compétences qui leur sont clairement attribuées par la Constitution et par les lois. On renverserait donc l'importance des entités fédérées et de l'Autorité fédérale.

D'autre part, les Communautés et Régions percevraient, dans cette optique, les impôts et restitueraient une partie du produit de la fiscalité à l'Autorité fédérale alors que pour l'instant, c'est l'inverse. La question des moyens est bien entendu cruciale...

Un dernier mot Jean Faniel ?

Les élections détermineront une bonne partie des enjeux. Rendez-vous, donc, dimanche après-midi pour les résultats. Vous pourrez notamment les suivre sur internet via les sites d'info. La radio publique La Première et la chaîne de télé La Une sont notamment accessibles via internet. Bon après-midi à toutes et tous.



Marie Morizot
Metrofrance.com